

*Questions orales*

teurs n'appliqueront pas demain ce principe à l'assurance-maladie? J'aimerais connaître la réponse à cela.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le principe ne s'applique pas à l'assurance-maladie. Nous n'avons jamais dit qu'il s'appliquait à l'assurance-maladie. Il n'y a que le député pour dire cela.

**M. Broadbent:** Les pensions ont déjà été intouchables elles aussi.

**Une voix:** On ne sait jamais ce que le lendemain nous réserve.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Permettez-moi de citer quelques chiffres. Cette année, nous dépensons 2,2 milliards de plus en programmes sociaux, 865 millions de plus au titre de la sécurité de la vieillesse.

Permettez-moi de signaler au député que ces 4,3 p. 100 de bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse qui sont touchés. . .

**M. Riis:** Cela donne 130 000 pensionnés en d'autres termes.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** . . . et moins de 2 p. 100 se font retirer le montant total. Nous conservons au programme son caractère universel tout en procédant de façon sensée, de façon à pouvoir assurer la permanence de ces programmes.

\* \* \*

[Français]

## LA SANTÉ

### LE MANQUE DE FONDS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Jean-Claude Malépart (Laurier—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, c'est un très mauvais Budget. Mais le plus scandaleux dans ce Budget est à la page 13, en français, ce qui touche l'assurance-santé, et je cite:

Cette modification de l'augmentation des transferts au financement des programmes établis se traduira par une réduction de 200 millions des dépenses fédérales en 1990-91 et par des économies plus élevées des années suivantes.

. . . sur le dos des malades du Canada. Cela est scandaleux!

Le 7 février dernier, tous les premiers ministres de la Santé, après la réunion, ont lancé un SOS pour mettre l'argent dans ce programme parce que le Régime d'assurance-santé s'en va vers une catastrophe. Comment le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social peut-il expliquer à la population canadienne que, pour réduire son déficit, il est obligé de taxer les malades et de rendre à ces gens-là moins de services au chapitre des soins de santé à l'heure actuelle, qu'il manque de l'argent?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, l'affirmation du député est tout à fait fautive. En fait, nous augmentons de 25 milliards de dollars les paiements aux provinces en vertu du financement des programmes établis. On le précise très clairement dans les documents, et il le sait pertinemment. Il s'agit, en l'occurrence, d'une augmentation de 25 milliards de dollars. C'est là un montant extrêmement important. Nous prévoyons cette somme, afin de permettre aux provinces de continuer à offrir des services de soins de santé.

**M. Tobin:** Des services de même qualité?

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Les mêmes services que les provinces offrent depuis des années. Je tiens à signaler à nouveau au député que le service de la dette va coûter cette année 6 milliards de dollars de plus. Je suis persuadé que le député est conscient du fait que faute de contrôler la situation à cet égard, c'est la nature même du gouvernement qui risque d'être remise en question. Grâce à ce budget, nous tentons de renverser la vapeur, de réduire le montant en question, afin de pouvoir continuer à offrir les services et les programmes auxquels les Canadiens tiennent.

[Français]

### ON DEMANDE POURQUOI ON N'A PAS HAUSSÉ CERTAINS IMPÔTS

**M. Jean-Claude Malépart (Laurier—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, le ministre des Finances devrait arrêter d'aller à Bay Street et devrait plutôt aller dans les centres hospitaliers, dans les corridors, alors que les patients sont obligés d'attendre.

Demandez au Québec, alors qu'il y a des gens qui attendent une année avant d'avoir une opération au coeur! Moi-même, j'ai été obligé de me battre pour recevoir les traitements du cancer qui étaient nécessaires à ma survie.

Le ministre des Finances devrait lâcher Bay Street et aller voir. . .

Le ministre peut-il nous expliquer pour quelle raison il n'a pas haussé davantage les impôts des particuliers. . . des corporations et des banques, plutôt que de toucher 200 millions de dollars pour le bien de la santé des gens qui sont malades au Canada?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, permettez-moi d'inviter le député à se reporter à une observation faite par son chef; voici:

John Turner a déclaré hier que l'endettement fédéral croissant constitue manifestement un fardeau sur lequel le gouvernement et le Parlement devront se pencher.

Cette déclaration a été faite le 23 février 1984.